

CEMO

Centre d'études s
les conflits, les territoires

SÉMINAIRE : "UN BILAN CRITIQUE DU COURANT DES 'COMMON-POOL RESOURCES'", PAR OLIVIER PETIT

Pour cette nouvelle séance du séminaire du Cemotev, l'économiste Olivier Petit présente une critique du courant construit autour des travaux d'Elinor Ostrom (Prix Nobel d'Économie 2009).

jeudi 9 février 2012, de 10h à 12h

[UVSQ - Bât. Vauban](#)

[47 bd Vauban](#)

[78280 Guyancourt](#)

[Salle 318](#)

Olivier Petit, maître de conférences en économie à l'Université d'Artois et chercheur au sein du CLERSE (UMR 8019 CNRS / Lille 1) présente ici une réflexion menée avec Catherine Baron et Bruno Romagny.

Leur contribution est parue en 2011 dans l'ouvrage *Pouvoirs, Sociétés et Nature au Sud de la Méditerranée* (T. Dahou, M. Elloumi F. Molle, M. Gassab et B. Romagny, Dir., Paris-Tunis, Editions INRAT/IRD/Karthala, pp. 29-51).

Introduction de l'article :

Le courant des « Common-Pool Resources » (CPR) s'est construit autour de la figure d'Elinor Ostrom et du cadre méthodologique élaboré par les chercheurs de l'école de Bloomington qui travaillent au sein du Workshop in Political Theory and Policy Analysis de l'Université d'Indiana (USA). Malgré l'engouement suscité par ces recherches, aussi bien auprès de la communauté scientifique que des institutions internationales et des bailleurs de fonds, les travaux qui en proposent une approche critique sont rares. Pourtant, de notre point de vue, et sans rien renier des apports importants qui expliquent le succès du courant des CPR, **une réflexion critique sur les influences théoriques, sur la posture épistémologique et sur les limites empiriques de l'application du cadre d'analyse développé par Elinor Ostrom s'avère aujourd'hui nécessaire.**

Les chercheurs francophones (Bchir, Bachta et Willinger 2006 ; Garin et Loubier 2006 ; Angeon et Caron 2009 ; Holland et Sene 2010 ; Lavigne Delville 2009 ; Le Meur 2010) qui mobilisent les travaux d'Elinor Ostrom : soulignent l'intérêt d'une « troisième voie » entre régulation publique et régulation marchande, fondée sur l'auto-organisation des communautés d'utilisateurs ;

- » reprennent les critères de réussite de l'action collective pour une gouvernance durable des ressources communes ;
- » appliquent le cadre méthodologique de l'Institutional Analysis and Development (IAD) aux ressources communes qu'ils étudient ;
- » s'intéressent à la place des règles et à leur hiérarchie – règles constitutionnelles, règles de choix collectifs, règles opérationnelles ;
- » insistent sur la nécessité d'une co-gestion adaptative afin de renforcer la résilience des systèmes socio-écologiques.

Pourtant, beaucoup ignorent ou relèguent au second plan les ancrages théoriques et méthodologiques qui ont conduit à mettre en évidence chacun de ces éléments. Par ailleurs, ils négligent certaines limites qu'Elinor Ostrom a elle-même soulignées. **Notre contribution vise donc à revenir sur les points qui nous paraissent ambigus dans**

la pensée de E. Ostrom, puis à identifier quelques limites de l'application des principes qu'elle défend à partir des études de terrain que nous menons sur les processus de gestion collective des ressources naturelles et des services d'eau dans les pays en développement.

Nous tenterons donc de caractériser cette approche d'un **point de vue historique et épistémologique** afin de mieux **comprendre les théories qui ont influencé son émergence, puis son développement** (section 1). Nous dresserons alors un **bilan des apports et limites** de ce courant (section 2) avant d'**approfondir les critiques que nous aurons soulignées à partir de deux terrains**, au Maroc (section 3) et au Burkina Faso (section 4).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Site internet d'Elinor Ostrom (source photo), professeur à l'Université d'Indiana (Bloomington, Etats-Unis), lauréate du Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel en 2009